

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

JCB Finance

Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 11.490.021 EUR

Siège social : 18 rue Baudin - 92300 LEVALLOIS PERRET

398 051 045 RCS Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2024

Approuvés par l'Actionnaire unique en date du 30 avril 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions de l'actionnaire unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société JCB Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l'Organe Collégial de Direction.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Point clé de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance le point clé de l'audit relatif aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que la réponse que nous avons apportée face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Risque de crédit – Provisionnement individuel

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités bancaires, votre société est exposée au risque de crédit.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de votre société et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.
Votre société comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés sur ses activités (prêts, crédit-bail et location simple).	Nous avons également réalisé en date d'arrêté des travaux sur les encours les plus significatifs.
Ces dépréciations prennent la forme de dépréciations individuelles des engagements bilan et de provisions du hors bilan et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au	Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :

<p>taux effectif d'origine du crédit des flux futurs estimés recouvrables, tels qu'énoncés dans la note 2-E de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none">manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.statistiquement pour les plus petites créances présentant des caractéristiques similaires. <p>Au 31 décembre 2024, le montant total des créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à M€ 617,4 dont M€ 14,4 de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s'élève à M€ 8,2 comme présenté dans les notes 2-C, 2-E, 3-D, 3-G et 3-H de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<ul style="list-style-type: none">l'identification des indicateurs de dépréciation,la classification des expositions en créances douteuses,la détermination des dépréciations manuelles et des dépréciations statistiques de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé,avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons procédé à l'examen du modèle d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique,en complément, nous avons procédé à un examen de dossiers de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux créances envers la clientèle et immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit.</p>
--	--

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Organe Collégial de Direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société JCB Finance par décisions de l'associé unique du 23 juin 2023 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 avril 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la première année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'Organe Collégial de Direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Organe Collégial de Direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport à l'Organe Collégial de Direction

Nous remettons à l'Organe Collégial de Direction un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'Organe Collégial de Direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'Organe Collégial de Direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'Organe Collégial de Direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 22 avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Julien Koscién

ERNST & YOUNG et Autres
Luc Valverde

BILANS COMPARES 2024-2023

En milliers d'euros			
ACTIF		2024	2023
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP		0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		24 456	47 516
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		329 064	332 102
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		27 104	36 142
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME		0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		0	0
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT		259 628	254 357
LOCATION SIMPLE		22 252	27 133
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE		0	0
ACTIONS PROPRES		0	0
AUTRES ACTIFS		18 172	16 248
COMPTES DE REGULARISATION		4 272	8 933
TOTAL DE L'ACTIF		684 948	722 431
PASSIF		2024	2023
BANQUES CENTRALES, CCP		0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		333 343	356 330
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		236 370	243 340
DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE		32 104	41 142
AUTRES PASSIFS		11 210	16 191
COMPTES DE REGULARISATION		38 981	36 735
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		2 649	6 337
DETTES SUBORDONNEES		0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG		30 290	22 355
CAPITAL SOUSCRIT		11 490	11 490
PRIMES D'EMISSION		1 823	1 823
RESERVES		1 149	1 149
ECART DE REEVALUATION		0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES		0	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0	0
REPORT A NOUVEAU		7 893	0
RESULTAT DE L'EXERCICE		7 935	7 893
ACOMPTE SUR DIVIDENDES		0	0
TOTAL DU PASSIF		684 948	722 431

COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2024-2023

En milliers d'euros

COMPTES DE RESULTAT	2024	2023
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	18 125	16 905
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-19 542	-15 582
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	114 874	111 268
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	-103 402	-98 912
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	10 749	11 280
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	-9 762	-9 819
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	4 961	6 022
COMMISSIONS (CHARGES)	-742	-1 066
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-2	-2
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 505	784
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-829	-932
PRODUIT NET BANCAIRE	18 934	19 945
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-7 633	-7 466
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 301	12 479
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-526	-626
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 774	11 853
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	10 774	11 853
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-2 840	-3 960
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
RESULTAT NET	7 935	7 893

HORS BILAN COMPARES 2024-2023

En milliers d'euros

	2024	2023
ENGAGEMENTS DONNES	934	217
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	832	115
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	102	102
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS	164 775	192 496
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 500	11 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	162 275	181 496
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

JCB FINANCE

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le siège social de la société JCB Finance a été transféré du 12 rue du Port 92000 Nanterre au 18 rue Baudin 92300 Levallois-Perret en date du 15 avril 2024.

En anticipation de la réforme de la facturation électronique et suite à une demande du groupe, la société JCB Finance a opté à la TVA sur les débits, à compter du 1^{er} novembre 2024.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de JCB finance ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce règlement reprend l'intégralité des règlements qui s'applique aux entreprises du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

JCB Finance fait application, de l'article 2231-2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

Dans le cadre des moratoires accordés au cours de la crise Covid-19, il a été pratiqué une méthode de lissage des loyers pour le seul périmètre des contrats rééchelonnés Covid-19 conduisant ainsi à la comptabilisation d'un produit à recevoir.

Selon l'article 512-4 du PCG, sont rattachés à l'exercice : les produits acquis à cet exercice, auxquels s'ajoutent éventuellement les produits acquis normalement à des exercices précédents mais qui, par erreur ou omission, n'ont pas alors fait l'objet d'un enregistrement comptable.

Un produit est acquis lorsque les prestations ont été effectuées ou les biens ont été livrés. En l'espèce, du fait de son choix de retenir une approche économique des contrats comme principe de reconnaissance du revenu, sur le seul périmètre des contrats rééchelonnés pour motif COVID-19, JCB Finance applique, implicitement, sur ce périmètre, la méthode de linéarisation des loyers inégaux puisqu'il s'agit de la méthode fondée sur la réalité économique des contrats. Dans ces conditions, le preneur continue à tirer des avantages économiques procurés par l'usage du bien loué, ce qui justifie que JCB Finance soit en droit de considérer que le produit de loyers non facturés durant la période de moratoires est certain et acquis à la clôture.

Ce produit à recevoir est inscrit au bilan dans les postes « Opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat » et « Opérations de location simple » et au compte de résultat dans les postes « Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat » et « Produits sur opérations de location simple ».

JCB Finance détient 2 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- une succursale en Italie,
- une succursale en Allemagne

Leur activité est identique à celle de JCB Finance. Leurs comptes au 31 décembre 2024 intégrés dans les comptes de JCB Finance ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A) CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement ANC n° 2014-07. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères (devises out) sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres. Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

La société JCB Finance n'est pas concernée par ce type d'opérations.

B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe D) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

D) TITRES

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement n° 2014-07 de l'ANC. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

a- Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Depuis 2023, JCB Finance a mis en place avec BNP PARIBAS SA un dispositif d'emprunts de titres d'état. Les titres prêtés sont inscrits à l'actif du bilan au poste « Obligations et autres titres à revenu fixe » pour leur valeur de marché en contrepartie d'une dette de même montant inscrite au passif du bilan au poste « Dettes représentées par un titre ».

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

b- Titres de placement

Il s'agit de titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

JCB Finance ne détient pas de titres de placement.

c- Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

JCB Finance ne détient pas de titres d'investissement.

d- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

JCB Finance ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

e- Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles JCB Finance dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

E) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET LOCATION SIMPLE

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n° 2004-15, les dispositions du règlement n° 2014-03 de l'ANC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

▪ Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

▪ Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part et
- la limite de dégressivité admise d'autre part.

▪ Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G) et H) dans « 3. NOTES SUR LE BILAN » de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions de l'ANC n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100 %.

■ **Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2024.

F) IMMOBILISATIONS

a - Immobilisations incorporelles

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

b - Immobilisations corporelles

Constructions :

La société JCB Finance n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2024.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- matériel : 5 ans,
- mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

G) PROVISIONS

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement n° 2014-03 de l'ANC, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de JCB Finance à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Au 31/12/2024, la provision pour réserve financière négative est de 2 614 milliers d'euros dans le Poste « Provisions pour risques et charges » afin de couvrir les pertes futures inhérentes à la différence négative entre les amortissements comptables et les amortissements financiers.

Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés

La société JCB Finance n'est pas concernée par ce type d'opérations.

H) IMPOTS DIFFERES

Depuis l’arrêté du 31 décembre 2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes sociaux.

Pour l’exercice 2024, l’impact de l’impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et le montant de la charge s’élève à 552 milliers d’euros (-117 milliers d’euros pour la France et 669 milliers d’euros pour les succursales).

I) PRODUIT NET BANCAIRE

a - Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l’évolution d’un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b - Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail, location avec option d’achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l’administration fiscale. Sont incluses également les moins values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit bail, de location avec option d’achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d’avance ou des loyers à recevoir en fin d’exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d’équipements). S’y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l’exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c - Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d’affacturage (enregistrées dès qu’elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J) CHARGES GENERALES D’EXPLOITATION

Les rémunérations d’intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs » pour un montant de 15 milliers d’euros en 2024 contre 60 milliers d’euros en 2023 (néant pour les succursales).

3. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVISES

Les actifs et passifs libellés en devises ’out’ figurant au bilan au 31 décembre 2024 sont présentés ci-après :

En milliers d’euros			
Actifs	France	Succursales	TOTAL 2024
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Créances sur la clientèle	0	0	0
Affacturage	0	0	0
Autres actifs	0	0	0
Passif	France	Succursales	TOTAL 2024
Dettes envers les établissements de crédit	0	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation	0	0	0

B) CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP

En milliers d'euros

	France	Succursales	2024	2023
Caisse	0	0	0	0
Banques centrales	0	0	0	0
Total Caisse, Banque centrale, CCP	0	0	0	0

C) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	2024	2023
Créances à vue	545	23 222	23 766	46 863
Créances rattachées	7	12	19	0
Total à vue	545	23 222	23 766	46 863
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	671	0	671	643
Créances rattachées	0	0	0	10
Total à terme	671	0	671	653
Créances douteuses	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2023	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024	0	0	0	0
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	1 223	23 233	24 456	47 516

Echéancier au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	671	671	0	0	0

D) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)

En milliers d'euros

	France				Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	78 992	0	44 432	199 668	323 091	330 062
Encours douteux (1)	0	821	0	202	6 096	7 119	3 215
Provisions au 31/12/2023 (1) (2)	0	-166	0	-132	-1 337	-1 636	-997
Dotations de l'exercice	0	-106	0	0	-988	-1 094	-1 109
Reprises de l'exercice	0	36	0	0	923	959	471
Autres variations	0		0	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2024 (1) (2)	0	-236	0	-132	-1 403	-1 771	-1 636
Encours nets	0	79 577	0	44 502	204 360	328 439	331 642
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	246	0	27	352	624	461
Encours totaux	0	79 822	0	44 529	204 713	329 064	332 102

Les créances passées en perte et les récupérations sur créances figurent dans le coût du risque.

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Douteux compromis France	316	-133	183
Douteux compromis Succursales	1 333	-980	354
Total douteux compromis	1 650	-1 113	537
Douteux non compromis France	707	-235	472
Douteux non compromis Succursales	4 762	-423	4 339
Total douteux non compromis	5 469	-658	4 811
TOTAL	7 119	-1 771	5 348

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 236 K€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	323 091	126 073	80 570	110 763	5 686

E) OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

En milliers d'euros

	Portefeuille de transaction	Dont titres cotés
Titres prêtés - Valeur nominale (1) (2)	32 000	32 000
Réévaluation sur titres prêtés	-4 896	-4 896
Valeur totale au 31/12/2024	27 104	27 104
Valeur totale au 31/12/2023	0	0

(1) La société JCB FINANCE a prêté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de trente-deux millions d'euros (32 000 000 €) à échéance au 14/03/2025.

(2) Il s'agit de prêt de titres qualifié réglementairement par le Prêteur en tant que HQLA, nécessaire au respect du Liquidity Coverage Ratio.

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Créances rattachées		
Créances rattachées sur titres prêtés France	0	0
Total Créances rattachées titres de transaction	0	0

F) ACTIONS ET TITRES A REVENU VARIABLE

Au 31 décembre 2024, les comptes de JCB FINANCE ne sont pas concernés par ce type d'opérations.

G) CREDIT BAIL, LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

En milliers d'euros

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immo. de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
Immobilisations en Crédit-bail											
Immobilisations en Crédit-bail mobilier France	232 999	46 900	-52 747	0	227 152	-122 935	-45 187	48 449	0	-119 674	107 479
Immobilisations en Crédit-bail mobilier Succursales	243 557	64 974	-42 815	0	265 715	-103 495	-49 120	36 194	0	-116 421	149 294
Total des immobilisations en Crédit-bail	476 556	111 874	-95 562	0	492 868	-226 430	-94 308	84 643	0	-236 094	256 773
Immobilisations en cours Crédit-bail											
Immobilisations en cours Crédit-bail France	60	94	0	0	153	0	0	0	0	0	153
Immobilisations en cours Crédit-bail Succursales	547	0	-110	0	437	0	0	0	0	0	437
Total des Immobilisations en cours Crédit-bail	607	94	-110	0	590	0	0	0	0	0	590
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-bail	477 162	111 968	-95 672	0	493 458	-226 430	-94 308	84 643	0	-236 094	257 363

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail France	4 332			0	4 706
Créances douteuses valeur brute Crédit-bail Succursales	1 509			0	1 413
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-bail (1)	5 841			0	6 118
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail France	-3 036	-801	611	0	-3 226
Provisions sur créances douteuses Crédit-bail Succursales	-1 309	-429	594	0	-1 144
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-bail (1)	-4 345	-1 230	1 205	0	-4 370
Créances rattachées Crédit-bail (3)					
Créances rattachées Crédit-bail France	570			0	372
Créances rattachées Crédit-bail Succursales	1 558			0	144
Total Créances rattachées Crédit-bail	2 128			0	516
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	3 624			0	2 265

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Crédit-bail compromis France	4 237	-3 053	1 184
Crédit-bail compromis Succursales	1 207	-996	211
Total Crédit-bail compromis	5 444	-4 048	1 395
Crédit-bail non compromis France	469	-173	295
Crédit-bail non compromis Succursales	206	-148	58
Total Crédit-bail non compromis	675	-322	353
Total crédit-bail	6 118	-4 370	1 748

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 2 459 k€ pour la France.

H) LOCATION SIMPLE

(En milliers d'euros)

	IMMOBILISATIONS					AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					Valeur nette comptable au 31/12/2024
	Solde au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immo. de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2024	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	19 520	1 982	-4 495	0	17 008	-8 701	-3 923	3 661	0	-8 963	8 045
Immobilisations en Location Simple Succursales	26 279	9 273	-13 065	0	22 487	-10 451	-4 816	6 548	0	-8 718	13 769
Total des immobilisations en Location Simple	45 800	11 255	-17 560	0	39 495	-19 151	-8 739	10 209	0	-17 681	21 814
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	76	0	0	0	76	0	0	0	0	0	76
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des immobilisations en cours Location Simple	76	0	0	0	76	0	0	0	0	0	76
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	45 876	11 255	-17 560	0	39 571	-19 151	-8 739	10 209	0	-17 681	21 890

En milliers d'euros

	Solde au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2024
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	537			0	489
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	766			0	633
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	1 303			0	1 122
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-433	-12	70	0	-375
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-608	-232	339	0	-501
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-1 042	-244	409	0	-877
Créances rattachées Location Simple (3)					
Créances rattachées Location Simple France	19			0	41
Créances rattachées Location Simple Succursales	128			0	76
Total Créances rattachées Location Simple	148			0	116
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	409			0	362

(1) En application de l'article 2221-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	472	-367	104
Location simple compromis Succursales	395	-342	52
Total location simple compromis	866	-710	157
Location simple non compromis France	17	-8	10
Location simple non compromis Succursales	239	-159	80
Total location simple non compromis	256	-167	89
Total location simple	1 122	-877	246

(2) Conformément aux dispositions des articles 2231-2 et 2231-4 du règlement n° 2014-07 de l'ANC, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 59 k€ pour la France.

I) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Néant

J) AUTRES ACTIFS

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Autres débiteurs divers	1 988	2 008	3 995	4 090
Impôt société	6	188	195	9
Impôt différé actif	407	1 334	1 742	1 347
Acompte fournisseurs	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	102	0	102	102
Etat autres Impôts et taxes	6 085	6 022	12 107	10 699
Comptes débiteurs divers douteux	76	48	124	7
Provisions au 31/12/2022	-6	0	-6	-100
Dotations de l'exercice	-71	-45	-115	-205
Reprises de l'exercice	1	29	30	299
Autres variations	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2023	-76	-15	-92	-6
TOTAL	8 587	9 586	18 172	16 248

K) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits à recevoir	57	35	92	1 242
Valeurs à l'encaissement	138	2 152	2 290	3 986
Charges constatées d'avance	32	167	198	93
Autres	804	888	1 692	3 611
TOTAL	1 030	3 242	4 272	8 933

L) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes et emprunts à vue	0	1	1	1 130
Dettes rattachées	0	10	10	2
Total à vue	0	11	11	1 132
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	671	330 606	331 277	352 952
Dettes rattachées	1	2 055	2 056	2 246
Total à terme	672	332 661	333 333	355 198
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	672	332 672	333 343	356 330

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	331 277	87 550	91 448	147 680	4 600

M) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial.

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Comptes à vue	136	2 018	2 154	2 515
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	136	2 018	2 154	2 515
Comptes à terme	233 900	0	233 900	240 386
Dettes rattachées	316	0	316	440
Total à terme	234 216	0	234 216	240 826
Total des opérations avec la clientèle	234 352	2 018	236 370	243 340

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	233 900	23 900	67 600	133 100	9 300

N) DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Titres de créances négociables (1)	5 000	5 000
Titres empruntés - Valeur Nominale (2)	32 000	43 000
Revalorisation des titres empruntés	-4 896	-6 859
Total Titres de créances négociables	32 104	41 142

(1) La société JCB Finance a émis des titres de créances négociables (TCN) pour une valeur de cinq millions d'euros (5 000 000 €) en date du 18/12/2024 et à échéance du 12/02/2025.

(2) La société JCB Finance a emprunté des titres de transaction en date du 13/09/2024 pour une valeur nominale de trente-deux millions d'euros (32 000 000 €) à échéance 14/03/2025.

O) AUTRES PASSIFS

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Etat autres impôts et Organismes sociaux	0	7	7	835
Fournisseurs (Crédit-Bail et assimilés)	1 167	1 715	2 883	6 998
Clients et tiers acquéreurs	181	424	605	1 295
Fournisseurs divers	0	0	0	0
Impôt société	0	1 155	1 155	1 484
Impôt différé passif	24	5 894	5 918	4 972
Participation	0	0	0	0
Dépôts de garantie	0	0	0	6
Retenues de garantie sur affacturage	0	0	0	0
Frais de personnel	0	0	0	0
Autres	68	574	642	602
TOTAL	1 441	9 769	11 210	16 191

P) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits perçus d'avance (1)	15 105	13 025	28 130	23 351
Charges à payer	2 839	945	3 784	3 266
Autres	0	2 369	2 369	5 025
Comptes d'encaissement	657	4 041	4 698	5 092
Règlement en cours affacturage	0	0	0	0
TOTAL	18 601	20 380	38 981	36 735

(1) Les produits perçus d'avance sont principalement constitués des régularisations des loyers de crédit-bail, de L.O.A. et de location simple pour un montant de 10 173 K€ au 31 décembre 2024 pour la France et 3 770 k€ pour les succursales.

Q) PROVISIONS

En milliers d'euros

	Ouverture	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	Clôture
Provisions pour retraites et avantages LT France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour retraites Succursales	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - frais de personnel France	0	0	0	0	0	0
Prov. pour restructuration - ch. générales d'exploit France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges Succursales	0	0	0	0	0	0
Provisions pour engagements douteux France	0	0	0	0	0	0
Provisions sur situation nette négative GIE Les jeunes Bois France	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges diverses France	35	26	-25	0	0	36
Provisions pour charges diverses Succursales (1)	6 303	0	-3 689	0	0	2 614
TOTAL	6 337	27	-3 714	0	0	2 649

(1) Il s'agit essentiellement de la provision pour réserve financière négative.

R) CAPITAUX PROPRES

1) Capital

Au 31 décembre 2024, le capital social de JCB Finance s'élève à 11 490 021 euros composé de 753 444 actions d'un montant nominal de 15,25 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de Crédit-Bail ou de location. Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	11 490	0	0	0	0	11 490
Réserve légale	1 149	0	0	0	0	1 149
Autres réserves	0	0	0	0	0	0
Prime d'émission	1 823	0	0	0	0	1 823
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	0	7 893	0	0	0	7 893
Report à nouveau succursales	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	7 893	-7 893	0	7 935	0	7 935
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	22 355	0	0	7 935	0	30 290

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	141,43
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	10,53
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	21,00

4. NOTES SUR LE HORS BILAN

A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Engagements donnés	102	832	934	217
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	832	832	115
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	102	0	102	102
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements reçus	51 796	112 979	164 775	192 496
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	0	0	8 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	2 500	0	2 500	3 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle (1)	49 296	112 979	162 275	181 496

(1) Dont 132 330 k€ au titre des garanties d'assurance reçues sur les opérations de Wholesale.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

INFORMATIONS SECTORIELLES

En milliers d'euros

	France	Succursales		TOTAL 2024
		Allemagne	Italie	
PRODUIT NET BANCAIRE	4 535	5 949	8 450	18 934
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-3 131	-2 587	-1 915	-7 633

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

En milliers d'euros

	2024			2024			2023	
	France	Succursales	Produits	France	Succursales	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit	139	556	696	82	10 608	10 690	905	8 520
Opérations avec la clientèle	6 287	11 159	17 446	7 912	547	8 459	16 036	6 746
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intérêts	0	0	0	393	0	393	0	316
Dotations aux provisions	1	-47	-46	0	0	0	-52	0
Créances passées en perte sur l'exercice	0	-48	-48	0	0	0	-17	0
Reprises de provision	1	78	79	0	0	0	33	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6 428	11 697	18 125	8 387	11 155	19 542	16 905	15 582

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capital sont enregistrées en coût du risque.

B) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL**a) Produits sur opérations de Crédit-bail**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Loyers	46 341	58 919	105 260	101 719
Reprise de provisions de dépréciation	711	97	809	425
Plus-values de cession	3 121	847	3 968	4 013
Indemnités de résiliation	579	-40	538	1 766
Produits divers	916	3 771	4 687	4 488
Dotations aux provisions	-801	-429	-1 230	-1 809
Créances passées en perte sur l'exercice	-209	-172	-381	-449
Reprises de provision	611	594	1 205	1 050
Récupérations sur créances amorties	8	9	17	65
TOTAL	51 277	63 596	114 874	111 268

b) Charges sur opérations de Crédit-bail

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux amortissements	44 267	49 120	93 387	90 590
Dotations aux provisions de dépréciation	921	0	921	793
Moins-values de cessions	1 362	6 074	7 436	5 876
Charges diverses	360	1 298	1 658	1 653
TOTAL	46 909	56 493	103 402	98 912

C) PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES**a) Produits sur opérations locations simples**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Loyers	3 831	5 350	9 181	9 475
Reprise de provisions de dépréciation	5	0	5	10
Plus-value de cessions	579	1 101	1 680	1 466
Indemnités de résiliation	18	-99	-81	660
Produits divers	45	74	119	143
Dotations aux provisions	-12	-232	-244	-554
Créances passées en perte sur l'exercice	-57	-271	-329	-95
Reprises de provision	70	339	409	170
Récupérations sur créances amorties	0	8	8	3
TOTAL	4 479	6 270	10 749	11 280

b) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux amortissements	3 864	4 816	8 680	8 924
Dotations aux provisions de dépréciation	59	0	59	5
Moins-values de cessions	158	733	891	797
Charges diverses	14	118	132	92
TOTAL	4 095	5 667	9 762	9 819

D) REVENUS DE TITRES A REVENU VARIABLE

Néant

E) COMMISSIONS

En milliers d'euros

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succursales	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle France	0	3	0	2
Opérations avec la clientèle Succursales	176	631	137	552
Opérations Affacturage France	0	1 258	0	1 199
Opérations Affacturage Succursales	0	1 989	0	2 598
Prestations de services financiers France	38	600	12	799
Prestations de services financiers Succursales	529	481	917	871
TOTAL	742	4 961	1 066	6 022

F) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

En milliers d'euros

	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Sur opérations de change France	2	2
Sur opérations de change Succursales	0	0
TOTAL	2	2

G) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

Néant

H) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2024		TOTAL 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	590	0	454	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	81	0	64	0
Autres produits ou charges d'assurance France	108	312	251	302
Autres produits ou charges d'assurance Succursales	0	0	0	0
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun France	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun Succursales	0	0	0	0
Autres produits France	0	0	0	0
Autres produits Succursales	12	0	9	0
Dotations/Reprises provisions France	25	26	5	18
Dotations/Reprises provisions Succursales	3 689	0	0	177
Autres charges France	0	463	0	435
Autres charges Succursales	0	27	0	0
TOTAL	4 505	829	784	932

I) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**1) Frais de personnel**

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Salaires et traitements	0	0	0	0
Charges sociales	0	0	0	0
Charges de retraite	0	0	0	0
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	0	0	0	0
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Aucun effectif depuis 2017.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 7 633 k€ contre 7 466 k€ en 2023 (dont 4 502 k€ pour les succursales en 2024). Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 48 k€ pour la France et à 30 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Deloitte, E&Y.

J) COUT DU RISQUE

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Dotations aux provisions	-177	-986	-1 163	-1 262
Créances passées en perte sur l'exercice	0	-294	-295	-119
Reprises de provision	35	875	910	736
Récupérations sur créances amorties	1	20	21	19
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
TOTAL	-141	-385	-526	-626

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital e. La partie Intérêts des créances douteuses est quant à elle enregistrée dans les postes de produits de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

K) GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

Néant

L) RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par JCB Finance, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2024, JCB FINANCE n'a constaté aucun résultat exceptionnel

M) IMPOT SUR LES SOCIETES

En milliers d'euros

	France	Succursales	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Impôt société	-432	-1 855	-2 287	-3 161
Impôt différé	117	-669	-552	-799
Dot/ Rep Provisions pour impôts	0	0	0	0
TOTAL	-316	-2 524	-2 840	-3 960

6. AUTRES INFORMATIONS**A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES**

En milliers d'euros

	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	TOTAL 2024
ACTIF			
Créances envers les établissements de crédit	1 223	23 101	24 324
Créances sur la clientèle	12 001	0	12 001
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0
Comptes de régularisation actif	69	0	69
PASSIF			
Dettes envers les établissements de crédit	672	332 671	333 343
Comptes créditeurs de la clientèle	234 216		234 216
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Autres passifs	0	0	0
Comptes de régularisation passif	2 297	406	2 703
HORS BILAN			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de financement reçus de la clientèle	2 500	0	2 500
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

En euros

Résultat de l'exercice	7 934 813,21
Report à nouveau	7 893 448,95
Total à répartir	15 828 262,16

En euros

Réserve Légale	0,00
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	0,00
Dividende	0,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	15 828 262,16
Total réparti	15 828 262,16

C) COMPTABILITE SOCIALE ET FINANCIERE ET CONSOLIDATION

En tant que Société Financière, JCB Finance, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de Crédit-Bail et de location avec ou sans option d'achat.

Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalée ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et Moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Par ailleurs, il convient d'y ajouter les impacts des normes IFRS pour déterminer le montant des réserves de consolidation.

Ces impacts sont constitués principalement des provisions IFRS9 stage 1 et stage 2 et de la revalorisation des titres soit par résultat soit par capitaux propres.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

En milliers d'euros

	TOTAL 2024
Résultat comptable avant impôt	10 774
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-4 118
Différence entre plus et Moins-value sociales et financières	4 663
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-367
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	3 511
Divers (1)	-3 293
Résultat financier avant impôt au 31/12/2024	11 170
(1) dont 3 689 k€ de dotation sur le réserve financière négative	

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de JCB Finance au 31 décembre 2024 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros

	TOTAL 2024
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	-10 999
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	775
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	7 610
Réserve financière brute CB/LS French au 31/12/2024	-2 614
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	0
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	-2 614
Provision réserve financière négative	2 614
Réserve financière après provision au 31/12/2024	0
Provision IFRS9	-2 557
Autres	90
Réserve financière brute au 31/12/2024	-2 467

c) Consolidation

JCB Finance est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

Affectation du Résultat

L'actionnaire unique sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice soit 7.934.813,21 EUR, au report à nouveau qui passera de 7.893.448,95 EUR à 15.828.262,16 EUR comme suit :

Bénéfice de l'exercice	7.934.813,21 EUR
Report à nouveau de l'exercice précédent	+ 7.893.448,95 EUR
Résultat distribuable	15.828.262,16 EUR
Distribution de dividendes (0 EUR X 753.444 actions)	- 0 EUR
Solde au report à nouveau	15.828.262,16 EUR

L'actionnaire unique prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2021	2022	2023
Dividende distribué (en euros)	8,23	8,40	0,00

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au siège social de JCB Finance, sis au 18 rue Baudin- 92300 LEVALLOIS PERRET